

LE MINISTRE DE L'HABITAT L'A ANNONCÉ CE JEUDI

Un décret pour réglementer l'activité des agences immobilières

Un projet de décret réglementant l'activité des agences de promotion immobilière sera soumis au gouvernement prochainement, a annoncé ce jeudi le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, M. Noureddine Moussa, en marge de l'inauguration du 2^e Salon international du logement et de l'immobilier (Logimmo) qui se déroule du 27 novembre au 1^{er} décembre 2008.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Le texte en question a été finalisé il y a trois semaines, a ajouté le ministre, notant qu'actuellement il existerait plus de 600 agences immobilières activant clandestinement sur les 5 400 recensées à travers le territoire national. Les pouvoirs publics semblent

ainsi vouloir faire le ménage dans une activité où la spéculation bat son plein. Il suffit de voir la flambée des prix de la location et de la vente des logements pour s'en rendre compte. Ce sont surtout les produits immobiliers proposés aux étrangers, qu'ils soient particuliers ou sociétés multinationales, qui ont connu une montée vertigineuse des prix et qui dépassent les limites de l'imaginable. La forte pression exercée sur le logement est l'une des raisons ayant favorisé cette anarchie que vit le secteur de l'immobilier en Algérie. Le ministre de l'habitat espère qu'avec les différents programmes qui ont été lancés par le gouvernement durant ces dernières années, cette pression va diminuer. M. Noureddine Moussa s'est félicité que l'Etat ait dégagé, durant ces trois dernières années, plus de 300 milliards de dinars dans le cadre de l'amélioration urbaine.

DEVANT L'ANARCHIE QUI MINE L'ACTIVITÉ

La Fédération des marchés de gros des fruits et légumes voit le jour

Réunis ce jeudi en congrès, les représentants des marchés de gros de fruits et légumes se sont organisés en fédération. Ils lanceront un appel à cette occasion au ministère du Commerce pour demander l'organisation de l'activité et surtout l'éradication des marchés parallèles qui minent la profession et provoquent la hausse des prix.

F-Zohra B. Alger (Le Soir) - Organisé sous l'égide de l'Union générale des commerçants algériens (UGCAA), le congrès des marchés de gros est la énième tentative d'organiser l'activité. La désorganisation qui règne au niveau de ces marchés ainsi que la prolifération des commerces parallèles préoccupent les professionnels qui évoquent aussi les répercussions que subissent les consommateurs. Il s'agit, en premier lieu, de la hausse vertigineuse des prix des fruits et légumes. La fédération aura ainsi pour tâche principale

de coordonner les opérations initiées entre les mandataires au niveau des marchés de gros et les pouvoirs publics et d'organiser les marchés de gros. Intervenant lors de la rencontre, M. Salah Souilah, secrétaire général de l'UGCAA, a précisé que l'anarchie et l'instabilité qui caractérisent ces marchés menacent l'économie nationale. Ceci à travers, notamment, l'absence de registres du commerce pour un grand nombre de commerçants, les cas de fraude fiscale et surtout la spéculation qui prend de l'ampleur et qui provoque la

hausse des prix des fruits et légumes. Les marchands évoqueront, pour leur part, les surfaces restreintes réservées à l'activité pourtant importante et aux mauvaises conditions d'hygiène. Les présents appelleront, par ailleurs, à une coordination entre les différents intervenants en vue de réguler les activités des marchés de gros et imposer les contrôles nécessaires à même d'assainir la profession. M. Achour Mustapha, élu à la tête de la nouvelle fédération à la majorité des voix, a déclaré, quant à lui, que le ministère du Commerce devrait être à l'écoute des animateurs des marchés de gros des fruits et légumes. «Nous demandons une meilleure organisation et contrôle du marché de gros.

Ce dernier subit les aléas des marchés parallèles qui désorganisent la profession et font monter

excessivement les prix», a déclaré M. Achour. Il existe actuellement 42 marchés de gros dont le nombre passera à 50 avec la réalisation de nouveaux sites prévus par la tutelle.

Ceci alors qu'en prévision de l'éradication des commerces ambulants, 838 marchés de détail seront en activité. Pour ce qui est de la hausse du prix de la tomate qui a atteint 120 DA le kilogramme, M. Achour pointerait un doigt accusateur sur les marchés de gros de Biskra où est produite la tomate.

Il s'agit des marchés de M'ziraâ, Ghrous et Hadjet où les enchères illégales font monter les prix. L'intervenant précisera, aussi, que le stock des tomates produites dans le littoral est épuisé et que le produit vendu actuellement est issu de la culture sous serre.

F.-Z. B.

CAMPAGNE POUR LE DÉPISTAGE À ORAN

«La guéguerre des chiffres ne fera pas reculer le sida !»

A l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida, qui coïncide cette année avec le 10^e anniversaire de l'Association de protection contre le sida «Haq el-ouikaya», celle-ci a élaboré un vaste programme d'activités qui sera axé sur le dépistage.

Ainsi, des journées portes ouvertes sont organisées au siège de l'association, près de l'annexe de l'Institut Pasteur, pour permettre au public et aux jeunes surtout de découvrir le centre de dépistage gratuit et anonyme qui fonctionne depuis près de deux ans.

Quelque 300 personnes se sont déjà présentées à ce centre depuis sa création, pour s'y faire dépister ou pour y trouver conseils, informations sur la maladie, ses modes de transmission...

Des rencontres de sensibilisation

seront ainsi organisées au niveau des lycées, dans des cités universitaires. En outre, des notes seront transmises au secteur des affaires religieuses pour attirer l'attention des imams au niveau des mosquées.

Alors que l'opération était lancée officiellement ce 26 novembre, une polémique est venue occulter l'essentiel de l'action, à savoir l'urgence du dépistage au sein de la population. Cette polémique est née autour du chiffre communiqué par l'association, de 260 nouveaux cas de Sida enregistrés en 2008, pour tout l'Ouest du pays. Certaines structures dont la DDS, qui ont eu connaissance de cette information mal véhiculée, car ayant été précisé que ces chiffres ne concernaient qu'Oran, se sont sentis obligés de démentir en déclarant qu'à Oran il n'y avait eu que quelque 70 cas de sida seule-

ment. Même si les chiffres restent importants, même si dans notre pays ils ne reflètent en rien la réalité, il n'en demeure pas moins que la progression du sida est très inquiétante, selon le corps médical, et qu'une guéguerre des chiffres ne servirait à rien. Au contraire, cet aspect occulte le vrai problème de notre pays, à savoir l'absence de politique de prévention et de dépistage, seul moyen de lutter à terme contre la propagation du virus.

«La population doit savoir que le porteur du virus peut être une personne saine, pendant plus de 10 ans, avant que la maladie ne se déclare ! C'est donc important de faire le dépistage et la personne malade saura qu'elle doit se protéger pour ne pas contaminer d'autres personnes», nous explique un membre de l'association Hak el-oui-

kaya. Les membres de cette dernière déclarent que la situation risque de devenir dramatique à l'avenir s'il n'y a pas de prise de conscience et ajoutent : «En 1990, il y avait 10 nouveaux cas par an qui concernaient tous des personnes vivant à l'étranger. En 2000, c'était 2 nouveaux cas par semaine !» et de poursuivre «ces contaminations maintenant sont à 100 % autochtones, c'est-à-dire que le virus est là et qu'il se propage. Entre 2004 et 2006, il y a eu 17 nouveaux cas de Sida pédiatrique. Cela confirme aussi la tendance de la contamination au sein des ménages.» Aujourd'hui, il y a urgence à prendre conscience du fait que la situation est grave. Au lieu de polémiquer, l'union pour faire barrage à la propagation du sida doit s'imposer.

Fayçal M.

Ne reculant devant rien, le porte-parole du comité citoyen de Staouéli poursuit sa grève de la faim

En grève de la faim depuis mardi dernier, 14 heures, Hamid Ferhi, présenté jeudi devant le procureur près le tribunal de Chéraga, sera poursuivi pour le chef d'inculpation d'«incitation directe à rassemblement non armé» et sera convoqué à se présenter devant cette même juridiction le 29 décembre.

Hamid Ferhi a donc décidé d'aller jusqu'au bout de son mouvement de protestation, suite à la démolition de sa maison, qu'il juge arbitraire.

«En fait, cette décision est une forme de représailles, car je continue toujours à défendre les intérêts des citoyens de ma commune», explique-t-il.

Contacté vendredi au quatrième jour de la grève, Hamid Ferhi raconte : «Une heure après mon installation en face du siège de l'APC, la population, qui n'est pas restée indifférente à mon mouvement s'est regroupée. C'est alors que j'ai reçu la visite du commissaire qui m'a sommé de quitter les lieux. Après avoir joué au chat et à la souris, on a fini par m'embarquer au commissariat. Un procès-verbal a été établi dans lequel il m'est reproché d'être en possession de plusieurs photocopies de l'article paru dans *Le Soir d'Algérie* faisant état de mon mouvement de protestation et que j'utilise en tant que papillon.

Ayant la bouche scotchée et déci-

dant de ne plus parler, il fallait bien que j'explique aux passants l'origine de cette grève de la faim en leur présentant le document.» Après quoi, une convocation pour se présenter mercredi 26 novembre au tribunal de Chéraga lui a été remise. Il s'exécutera. «Le procureur, ne pouvant rien retenir contre moi, m'a relaxé. J'ai quitté le tribunal pour reprendre ma place en face de l'APC et poursuivre mon mouvement.

Une heure plus tard, le commissaire se présente sur les lieux et me remet une autre convocation pour me présenter jeudi (le lendemain) au tribunal de Chéraga.» M. Ferhi se présentera pour la deuxième fois devant un autre procureur. Il sera

retenu contre lui, cette fois, le grief d'«incitation directe à rassemblement non armé». Il me libérera en me rappelant que, si je récidivais, c'est la prison d'El-Harrach qui m'accueillera. Prêt à ne pas baisser les bras et, après avoir quitté le tribunal, j'ai rejoint mon lieu de protestation. Je poursuis ma grève de la faim, tant que je considère que la mesure de démolition de ma maison est arbitraire et je le répète qu'elle est une forme de punition à mon encontre». M. Ferhi nous précisera, par ailleurs que le comité citoyen de Staouéli, qui s'est reconstitué à l'occasion, est en réunion pour décider des activités d'accompagnement.

N. Y.

Interrogé au sujet persistant de la «dissolution» des EPLF, le ministre a tenu à rappeler qu'il s'agit de la restructuration de cette entreprise par l'Etat qui en est l'unique actionnaire. «Au cours des évaluations faites par le gouvernement, nous avons jugé que les résultats enregistrés par l'EPLF étaient insuffisants», s'est justifié le ministre. Ce dernier avait déjà déclaré que l'apport de cette entreprise au programme du million de logement était négatif et que l'Etat est, par conséquent, en droit de revoir son organisation.

Par ailleurs, Noureddine Moussa voit que les entreprises chargées de la réalisation des grands projets immobiliers, notamment ceux concernant le programme du million de logements cher au président Bouteflika pour l'achever avant 2009, n'ont aucune raison pour ne pas livrer les chantiers dans les délais. La baisse des prix de certains matériaux de construction, notamment celui du rond à béton qui a dégringolé de 11 000 à 4 500 DA ces derniers temps, doit profiter aux entreprises du bâtiment pour accélérer la cadence des travaux. Le ministre note, enfin, que le Salon international du logement et de l'immobilier représente une opportunité à tous les acteurs du secteur de l'habitat pour engager de vrais partenariats, de décrocher de nouveaux marchés et surtout d'échanger les expériences pour une meilleure qualité des produits. Il insistera surtout sur l'aspect esthétique des nouveaux immeubles à réaliser. Noureddine Moussa a été particulièrement séduit pas quelques entreprises du bâtiment qui peuvent participer à leur manière à l'élimination des assiettes parabolique qui enlaidissent le paysage de nos cités.

L. M.

TIZI-OUZOU Perpétuité pour l'évadé d'El-Harrach

Dans la région de Aïn El-Hammam, on n'est pas près de l'oublier. A. Karim, qui a semé la terreur pendant un mois, durant l'été 2006, a été jugé jeudi dernier à Tizi-Ouzou, et reconnu coupable dans pratiquement toutes les affaires — pas moins de 35 délits commis en l'espace d'une quarantaine de jours — pour lesquelles il a été accusé après son évasion de la prison d'El-Harrach.

Son aventure avait, à l'époque, défrayé la chronique, lorsque les vieilles femmes de la région, auxquelles il s'attaquait de préférence, n'osaient plus sortir de peur de se faire agresser par celui qui était connu dans toute la région sous le surnom «le monstre». Une multitude d'agressions suivies de vol, des cambriolages et usurpation d'identité, puisque il se faisait parfois passer pour un policier, sont au palmarès de ce brigand qui en un temps record a mis sur pied une bande composée de quatre éléments.

Après les recherches infructueuses engagées par des villageois à plusieurs reprises, A. Karim a été finalement arrêté dans les environs des Aghribs, par des citoyens qui l'avaient pris en flagrant délit de vol, un peu plus d'un mois après son évasion de la prison d'El-Harrach.

Il a été condamné à la prison à perpétuité alors que ses complices ont écopé de peines allant de 18 mois pour S. Fouad à 10 ans pour D. Madjid, 7 ans pour S. Mustapha et 5 ans pour A. Mohamed.

A. M.

Trois jeunes périssent dans un accident sur la rocade sud

Un accident de la circulation particulièrement horrible est survenu jeudi dernier aux premières heures de la matinée sur la rocade sud. Longeant la périphérie de Tizi-Ouzou de Oued-Aïssi, à l'est, à Boukhalfa, à l'ouest, cette voie a été momentanément fermée à la circulation suite à une collision impliquant un camion frigorifique et une Opel à bord de laquelle se trouvaient trois jeunes hommes.

La choc a été tel que les occupants du véhicule léger sont décédés sur le coup. La police a ouvert une enquête pour situer les responsabilités dans cet énième accident de la circulation.

A. M.